



NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

N 08-22

SEPTEMBRE 2022

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	4
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
II. CONJONCTURE NATIONALE.....	10
II.1. SECTEUR RÉEL.....	11
II.1.a. Secteur primaire.....	11
II.1.b. Secteur secondaire	12
II.1.c. Secteur tertiaire.....	14
II.1.d. Prix.....	16
II.1.e. Emplois	18
II.2. FINANCES PUBLIQUES.....	19
II.2.a. Recettes totales et dons.....	19
II.2.b. Dépenses totales et prêts nets	20
II.2.c. Financement	20
II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	21
II.3.a. Exportations.....	21
II.3.b. Importations	21
II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER.....	22
II.4.a. Situation monétaire	22
II.4.b. Marché boursier	22
CONCLUSION	23

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars us.....	8
Graphique 2 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais	9
Graphique 3 : Production et vente de produits pétroliers	13
Graphique 4 : Indice de la production Industrielle	13
Graphique 5 : Evolution de la consommation d'électricité.....	14
Graphique 6 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail	15
Graphique 7 : Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel	17
Graphique 8 ; Evolution des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel	17
Graphique 9 : Evolution des prix de quelques services en glissement annuel.....	17
Graphique 10 : Évolution des principaux agrégats des finances publiques à fin juillet	21
Graphique 11 ; Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties.....	22
Graphique 12 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA.....	22
Graphique 13 : Évolution des indices moyens boursiers sectoriels sur les sept (7) premier mois de 2022, en glissement annuel.....	23

TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation	11
--	----

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AID	Association Internationale de Développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCE	Banque Centrale Européenne
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRVM 10	Indice des dix entreprises les plus performantes de la BVRM
BRVM Composite	Indice de l'ensemble des entreprises cotées à la BVRM
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CCC	Centre de Coordination Conjointe
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEPICI	Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
CPM	Comité Politique Monétaire
DGE	Direction Générale de l'Économie
FASI	Fonds de Soutien aux Acteurs du Secteur Informel
FED	Réserve fédérale américaine
FMI	Fonds Monétaire International
FSGE	Fonds de Soutien aux Grandes Entreprises
FSPME	Fonds de Soutien aux Petites et Moyennes Entreprises
FSS	Fonds de Solidarité et de Soutien d'urgence humanitaire
ICA	Indice du Chiffre d'Affaires
IDE	Investissements Directs Étrangers
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
IPPI	Indice des Prix de la Production Industrielle
M2	Masse Monétaire
MEMINADER	Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PIB	Produit Intérieur Brut
PMH	Pompes à Motricité Humaine
PND	Programme National de Développement
PSESH	Plan de Soutien Économique, Social et Humanitaire
PSTACI	Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture en Côte
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
ZEI	Zone économique industrielle

SYNTHÈSE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires

L'économie mondiale fragilisée par les conséquences du conflit russo-ukrainien

L'activité économique internationale est marquée par la poursuite du resserrement des politiques monétaires de la plupart des principales banques centrales et par la fermeture depuis le 31 août 2022 du gazoduc « Nord Stream 1 » qui alimente les pays d'Europe de l'Ouest en gaz naturel provenant de la Russie. Dans ce contexte, de forts risques baissiers pèsent sur la prévision de croissance du Produit Intérieur Brut en 2022.

Sur le **marché des matières premières et produits de base**, au mois de juillet 2022, les prix de la plupart des produits exportés ou importés par la Côte d'Ivoire sont en baisse, en variation mensuelle. Toutefois, comparés à leurs niveaux du mois de juillet 2021, les prix du pétrole brut (+49,0%), de l'engrais (+67,8%), du coton (+34,1%), du café (+25,3%), du maïs (+9,8%), du sucre (+4,0%), du caoutchouc (+1,5%) et du riz (+1,0%) affichent une augmentation, tandis que ceux de l'huile de palme (-10,9%), du cacao (-3,8%) et de l'or (-5,4%) sont en repli.

Par ailleurs, la signature, le 22 juillet 2022, d'accords entre la Russie, l'Ukraine, la Turquie et les Nations Unies à Istanbul, ainsi que la mise en place d'un Centre de Coordination Conjointe (CCC) pour la reprise des exportations de blé par l'Ukraine et des engrais par la Russie devrait favoriser une détente sur les prix de ces produits les mois à venir.

Sur le **marché des changes**, la monnaie européenne continue sa baisse observée depuis janvier 2021 face aux principales devises. Ainsi, en variation mensuelle, l'euro se déprécie par rapport au dollar US (-0,5%), au dollar canadien (-0,5%), à la livre sterling (-0,5%), au yen (-1,7%), et au rouble russe (-3,6%), mais s'apprécie face au yuan renminbi (+0,5%).

Activité économique nationale en hausse

L'environnement économique au **niveau national** est caractérisé par le maintien de la confiance des chefs d'entreprises malgré la persistance de la Covid-19, les effets de la crise ukrainienne ainsi que les déficits de l'offre de produits vivriers observés sur les marchés.

La bonne tenue de cette confiance est attribuable à la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025 et aux mesures prises par le Gouvernement pour limiter la hausse des prix au niveau intérieur. Par ailleurs, l'exécution du deuxième Programme Social du Gouvernement (PS Gouv 2) se poursuit en faveur des populations les plus vulnérables.

Les réalisations sectorielles comparées à celles de la même période de l'année 2021, sauf indication contraire, sont présentées ci-dessous.

Le **secteur primaire** est marqué par l'évolution mitigée de l'agriculture industrielle et d'exportation. En effet, les productions de noix de cajou (+6,1%), de café (+94,0% à fin juin 2022), de sucre (+20,7%) et de caoutchouc (+20,0% à fin juin 2022) progressent tandis que celles de banane dessert (-12,5%), de cacao fèves (-4,9% à fin juin 2022), de coton graine (-4,7%) et de régime de palme (-5,3% à fin juin 2022) se contractent. Les prévisions de production vivrière sur l'année 2022 restent positives. Toutefois, la forte hausse des prix des engrais et la raréfaction de l'offre, en lien avec la perturbation des exportations russes d'engrais, font peser des risques sur les rendements dans certaines filières de l'agriculture d'exportation et de la production vivrière.

Au niveau du **secteur secondaire**, l'activité industrielle reste soutenue au mois de juin 2022. Cependant, sa progression en rythme annuel enregistre un ralentissement, se situant à 12,4% contre +15,5% le mois précédent. En moyenne sur le premier semestre 2022, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle s'accroît de 11,5%, grâce à la bonne tenue des « industries extractives » (+11,4%), des « industries manufacturières » (+11,2%), des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+7,7%). La forte progression de la consommation d'électricité de moyenne tension de 29,4% au mois de juillet 2022, en glissement annuel, laisse entrevoir le maintien du dynamisme de l'activité industrielle.

En ce qui concerne le BTP, il continue de bénéficier de l'exécution des grands projets publics d'infrastructures. Ainsi, l'indicateur

avancé poursuivrait son accroissement du premier semestre 2022 (+22,1%).

Le **secteur tertiaire** enregistre, au mois de juillet 2022, une évolution globalement favorable. L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail augmente de 10,9%. Dans la branche des télécommunications, le nombre de minutes d'appel (+8,7%), le nombre de SMS (+20,5%) ainsi que le trafic internet (+39,1%) conservent leur tendance à la hausse observée depuis le début de l'année. S'agissant du nombre total de passagers dans le transport aérien, il s'accroît de 13,0% au mois août 2022. À contrario, le trafic global de marchandises par voie maritime (-7,4% au mois de juin) et celui par voie ferroviaire (-14,0% au mois de juillet) se contractent.

Au terme des huit (8) premiers mois de l'année 2022, les données disponibles, dénotent d'une évolution à la hausse des différentes composantes du secteur tertiaire, excepté le trafic de marchandises par voie ferroviaire qui fléchit en moyenne sur les sept (7) premiers mois de l'année en cours.

Dans le **secteur de l'emploi formel**, le nombre d'emplois nets créés au terme des sept premiers mois de 2022 s'élève à 35 237, en deçà des 50 659 emplois créés à la période correspondante de l'année précédente.

En ce qui concerne **les prix à la consommation**, le rythme de progression en glissement annuel de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est situé à 5,4% au mois de juillet 2022 comme au mois de juin 2022. Cette hausse provient à la fois des prix de la composante « produits comestibles » (+8,7% contre +9,5% en juin 2022) et de ceux des produits non comestibles (+3,8% après +3,3% en juin 2022).

En moyenne sur les sept (7) premiers mois de l'année 2022, l'IHPC augmente de 4,7% en glissement annuel, sous l'effet conjoint d'une forte hausse de 8,3% des prix des produits comestibles et d'une augmentation modérée de 2,9% des prix des produits non comestibles.

De même, **l'indice des prix de la production industrielle** se renforce de 14,6% au premier semestre 2022, en lien avec le renchérissement des prix de certains intrants.

La situation des **finances publiques** à fin juillet 2022 est caractérisée par une hausse des recettes totales et dons (+279,0 milliards ; +8,0%) sous l'effet, principalement, d'une embellie des recettes fiscales comprenant les

recettes affectées et la parafiscalité (+167,4 milliards) ainsi que des dons (+92,4 milliards). De même, les dépenses totales et prêt nets progressent de 12,3% (+500,0 milliards), portés essentiellement par les dépenses d'investissement (+404,3 milliards ; +50,4%), les intérêts dus sur la dette publique (+153,8 milliards ; +36,2%), et les dépenses de fonctionnement (+93,4 milliards ; +12,7%).

De ces évolutions, il ressort un déficit du solde budgétaire de 775,7 milliards, plus accentué que le déficit de 554,8 milliards enregistré un an plus tôt.

Les échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels sont marqués, à fin août 2022, par une accélération des prix à l'importation (+30,6% contre +28,6 % à fin juillet 2022) et un ralentissement des prix à l'exportation (+15,9% après 17,2% à fin juillet 2022). Dans ce contexte, la détérioration des termes de l'échange s'accroît (-11,2% contre -8,5% à fin juillet 2022). Par ailleurs, le solde commercial, excédentaire sur les sept premiers mois de l'année 2022 (+305,2 milliards) et à la même période de 2021 (+694,3 milliards) affiche un déficit de 117,0 milliards sous l'effet, d'une augmentation des exportations et des importations en valeur respectivement de 23,4% et 43,7%.

Au niveau de la **situation monétaire**, la progression de la masse monétaire au sens large, en rythme annuel, s'accélère et ressort à 9,5% à fin juillet 2022 contre +8,0% à fin juin 2022. Cette dynamique s'explique par l'amointrissement de la contraction des actifs extérieurs nets (-11,5% contre -20,0% à fin juin 2022). En ce qui concerne les créances nettes sur l'administration centrale (+28,6% contre +34,5% à fin juin 2022) et les créances sur l'économie (+10,4% contre +11,3% à fin juin 2022), leur rythme d'accroissement ralentit, conformément à l'objectif du resserrement de la politique monétaire.

Au mois de juillet 2022, la **place boursière sous régionale (BRVM)** affiche une hausse en variation mensuelle de ses deux indices que sont l'indice BRVM composite (+1,1%) et l'indice BRVM 10 (+2,7%). En outre, ces indices se raffermissent respectivement de 24,8% et 20,6% par rapport à juillet 2021.

En conclusion, l'économie ivoirienne reste portée par le dynamisme des secteurs tertiaire et secondaire, dans un environnement économique qui bénéficie, d'une part, de la

poursuite de l'exécution du PND 2021-2025 et, d'autre part, des différentes mesures mises en œuvre pour contenir l'accélération de l'inflation liée notamment à la guerre en Ukraine et à l'accentuation de l'insécurité dans les pays sahéliens.

Les prix à la consommation et ceux à la production industrielle restent confrontés à des pressions à la hausse. Toutefois, comparativement au reste du monde, l'envolée des prix reste relativement contenue, grâce aux mesures mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

Les échanges extérieurs enregistrent une accentuation de la dégradation des termes de l'échange qui induit un solde commercial déficitaire au terme des huit premiers mois de l'année 2022.

La situation des finances publiques est marquée par une accentuation du déficit budgétaire global, en relation notamment avec l'accélération des investissements publics et le

coût des mesures de lutte contre la cherté de la vie.

Au niveau monétaire et financier, l'euro continue de se déprécier face au dollar américain au mois d'août 2022, et par ricochet le FCFA, contribuant ainsi au renchérissement des prix à l'importation et induit un accroissement du coût en franc CFA du service de la dette extérieure libellée en dollar américain.

Sur le reste de l'année 2022, l'activité économique bénéficierait de l'exécution continue du PND 2021-2025. Toutefois, des risques baissiers existent, en relation avec un ralentissement de l'économie mondiale qui découlerait du resserrement des politiques monétaires observé dans la plupart des principales banques centrales ainsi que du durcissement des conditions de financement des Etats sur les marchés internationaux.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au niveau mondial, l'environnement économique est marqué par la poursuite du resserrement des politiques monétaires de la plupart des principales banques centrales et par la fermeture du gazoduc « Nord Stream 1 » qui alimente les pays d'Europe de l'Ouest en gaz naturel provenant de la Russie.

Le durcissement progressif des politiques monétaires vise à contrer l'envolée de l'inflation induite par les conséquences, d'une part, de la guerre en Ukraine et, d'autre part, de la perturbation des chaînes d'approvisionnement, en lien avec la persistance de la pandémie à coronavirus (covid-19). En effet, selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) publiées au mois de juillet 2022, l'inflation mondiale devrait atteindre 8,3% en 2022, après s'être située à 4,7% en 2021.

Les relèvements des taux directeurs, notamment de la banque centrale des Etats-Unis (FED) et de la Banque Centrale Européenne (BCE) affectent le financement de l'économie mondiale et contribuent au ralentissement de l'activité économique. Aux Etats-Unis, la production baisserait au troisième trimestre 2022, après les contractions enregistrées, selon l'OCDE, de 0,4% au premier trimestre et de 0,1% au deuxième trimestre, en glissement trimestriel¹.

De même, en Europe, l'Allemagne, la première économie européenne, vu de l'importance de l'industrie dans son économie, est significativement exposée aux conséquences de la crise du gaz russe et de l'envolée des prix de l'énergie qui a déjà des conséquences néfastes. Ainsi, l'activité

économique ralentit au deuxième trimestre avec une croissance de 0,1% en glissement trimestriel contre 0,8% au premier trimestre.

En outre, en Chine, la politique de « zéro Covid » traduite par des confinements stricts de zones économiques clés réduit sévèrement l'offre à travers des ruptures logistiques d'approvisionnement et de main-d'œuvre. Aussi, la crise dans le secteur de l'immobilier de la Chine, l'un des principaux moteurs de croissance du pays, menace l'activité économique.

Ainsi, la prévision de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial en 2022, a été révisée à la baisse à +3,2% contre une prévision antérieure de +4,4% réalisée en janvier 2022, après un rebond de 6,1% en 2021.

Par ailleurs, le choc gazier en Europe suite à la fermeture du gazoduc Nord Stream 1, intervenue le 31 août 2022 et prolongée le 02 septembre jusqu'à nouvel ordre, fait craindre une accentuation du ralentissement de l'activité économique de ces pays qui pourrait se diffuser dans un bon nombre de pays dans le monde, en termes de baisse de la demande extérieure ou de l'offre extérieure.

La prévision de croissance de l'économie mondiale en 2022 est donc confrontée à de forts risques baissiers, en lien avec la persistance de la fermeture du gazoduc Nord Stream 1 et l'absence de nouvelles sources d'approvisionnement de l'Europe de l'Ouest en Gaz naturel.

Le **marché des matières premières et produits de base** est marqué par la signature d'accords le 22 juillet 2022, entre

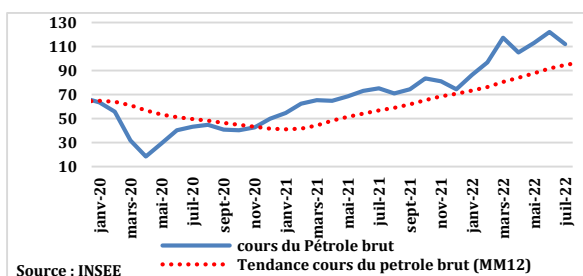
¹ OCDE (2022), PIB trimestriel (indicateur). doi: 10.1787/ff610417-fr (Consulté le 09 septembre 2022)

la Russie, l'Ukraine, la Turquie et les Nations Unies à Istanbul, ainsi que par la mise en place d'un Centre de Coordination Conjointe (CCC) pour la reprise des exportations de blé par l'Ukraine et des engrais par la Russie.

Au mois de juillet 2022, en rythme mensuel, les cours des principaux produits exportés ou importés par la Côte d'Ivoire se contractent, notamment le pétrole brut, le café, le caoutchouc naturel, le blé, le maïs, le coton, le cacao et le riz. Les évolutions mensuelles détaillées des cours se présentent comme suit :

–le cours très volatil du **pétrole brut** s'établit à 111,9 dollars US le baril en juillet 2022, en recul de 8,3% par rapport au mois précédent (122 dollars US le baril), après des hausses respectives de 7,8% et 7,9% en mai et juin 2022. Cette correction est attribuable aussi bien au ralentissement de l'économie mondiale qu'à la confirmation par l'Opep+, à l'issue de sa réunion mensuelle du 30 juin 2022, d'une augmentation de 648 000 barils par jour de sa production en août 2022. Toutefois, le cours moyen du pétrole brut au mois de juillet 2022 reste largement au-dessus de son niveau de juillet 2021, affichant une hausse de 66,5%.

Graphique 1 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars us



–Le prix moyen du **cacao fèves** passe de 2 321,8 dollars US la tonne en juin 2022 à 2 239,6 dollars US la tonne en juillet 2022, soit une baisse de 3,5%, après les replis de 0,1% et 3,6% respectivement en avril et

mai 2022. Les soupçons d'une hausse de la production mondiale, en raison des conditions météorologiques satisfaisantes signalées dans certaines régions productrices d'Afrique de l'Ouest, contribuent au fléchissement des prix du cacao.

–Le prix moyen du **blé** recule de 19,8% pour ressortir à 872,3 cents US/boisseau au mois de juillet 2022, après la baisse de 10,8% enregistrée en juin 2022. Cette contraction est liée à la reprise des exportations de blé par l'Ukraine via la mer Noire.

–Le cours de **l'huile de palme** poursuit son repli entamé au mois de mars 2022. Il ressort à 900,5 dollars US la tonne en juillet 2022, contre 1309,5 dollars US la tonne le mois précédent, soit une baisse de 31,2%. Ces fléchissements sont attribuables à l'augmentation des exportations de l'Indonésie, le plus grand producteur mondial, qui cherche à réduire ses niveaux élevés de stocks.

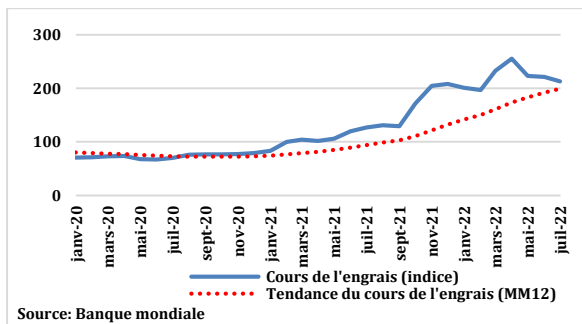
–Le cours du **caoutchouc** se contracte de 2,8% à fin juillet 2022, après une légère augmentation de 1,4% au mois de juin 2022. Ce repli s'explique par des craintes concernant de nouveaux foyers de coronavirus en Chine, le plus grand consommateur mondial. - Le cours de l'or poursuit son évolution à la baisse amorcée depuis avril 2022. En effet, il recule de nouveau de 5,4% pour se situer à 1736,4 dollars US l'once en moyenne en juillet 2022, après un repli de 0,9% enregistré en juin 2022.

–Le prix du **coton** poursuit sa décélération, en se contractant de 15,0% pour ressortir à 131 cents la livre au mois de juillet 2022, après avoir fléchi de 5,9% en juin. La faiblesse de la demande en lien avec les

craintes d'une récession mondiale compromettent toute reprise du marché.

- Le cours de l'**engrais** poursuit sa descente amorcée au mois d'avril 2022. Il se situe à 213,1 dollars US la tonne en juillet 2022, en repli de 3,7%, grâce notamment à la reprise des exportations par la Russie.

Graphique 2 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais



- Le prix moyen du **Riz thaïlandais** se situe à 418 dollars US la tonne au mois de juillet 2022 contre 444 dollars US la tonne le mois précédent, soit un repli de 5,9%. Cette baisse est imputable à une offre plus élevée en raison de bonnes précipitations.

En rythme annuel au mois de juillet 2022, les cours de l'engrais (+67,8%), du blé (+55,7%), du coton (+34,1%), du caoutchouc (+1,5%) et du riz (+1,0%) s'affichent en hausse, tandis que celui de l'huile de palme (-10,9%) ressort en baisse.

En moyenne, sur les sept (7) premiers mois de l'année 2022, les prix de la plupart des principaux produits de base et matières premières sont supérieurs à leurs niveaux de la même période de 2021. Ainsi, les prix moyens des engrais (+108,0%), du gazole (+97,0%), du supercarburant (+65,6%), du blé (+60,3%), du pétrole brut (+62,1%), du coton (+57,5%), de l'huile de palme raffinée (+40,5%), du café (+54,1%), du maïs (+19,0%), du sucre (+12,8%), du caoutchouc naturel (+6,1%), de l'or (+2,6%) et du cacao fèves (+0,8%) augmentent, tandis que le prix du riz blanchi thaïlandais chute de 15,1 %.

Sur le **marché des changes**, l'euro poursuit sa dépréciation face au dollar américain (dollar US). Il est passé sous la parité avec le dollar le 23 août 2022, s'échangeant à 0,9901 dollar, le niveau le plus bas en 20 ans. La monnaie de la zone euro reste pénalisée par des risques plus importants d'une récession économique. Au mois d'août 2022, l'euro se déprécie par rapport au dollar US (-0,5%), au dollar canadien (-0,5%), à la livre sterling (-0,5%), au yen (-1,7%), au rouble russe (-3,6%) et au rand sud-africain (-1,4%), mais se redresse face au yuan renminbi (+0,5%), en rythme mensuel.

Pareillement, en moyenne sur les huit premiers mois de 2022 et comparé à la même période de 2021, l'euro faiblit par rapport au dollar canadien (-20,8%), au rouble (-12,9%), au dollar US (-10,4%), au yuan renminbi (-9,4%), au rand sud-africain (-3,3%) et à la livre sterling (-2,5%). En revanche, il s'apprécie par rapport au yen japonais (+4,2%).

II. CONJONCTURE NATIONALE

Les valeurs sont en FCFA, sauf indications contraires,

L'environnement économique au niveau national reste marqué par (i) la persistance de la perturbation des chaînes d'approvisionnement au niveau international, (ii) la flambée des prix de l'énergie, de certains produits alimentaires et des engrais en lien avec la guerre en Ukraine, (iii) des difficultés d'approvisionnement en protéines animales, et (iv) l'insuffisance de l'offre local de produits vivriers.

En dépit de ces facteurs, la confiance des chefs d'entreprises en l'économie ivoirienne est maintenue grâce à la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025 et aux mesures prises par le Gouvernement pour limiter la hausse des prix au niveau intérieur.

En effet, au mois de juillet 2022, l'indice du climat des affaires, publié par la BCEAO, augmente de 1,2% en variation mensuelle. En moyenne sur les sept (7) premiers mois de l'année en cours cet indice ressort en hausse de 0,7%.

La confiance des opérateurs économiques en l'économie ivoirienne se traduit également par la création de 11 975 entreprises et un montant de 371,5 milliards d'intentions d'investissements agréés par le Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI) sur la période allant du 1^{er} janvier au 03 août 2022.

Dans ce même cadre, dans l'optique de soutenir le pouvoir d'achat des fonctionnaires et agents de l'Etat, le Gouvernement a pris des mesures de revalorisation de leur rémunération portant sur :

- l'extension du bénéfice de l'indemnité contributive au logement à l'ensemble des fonctionnaires et agents de l'État et son augmentation de 20 000 FCFA par mois ;
- la revalorisation de la prime mensuelle de transport restée inchangée depuis 2008 ;
- la revalorisation de l'allocation familiale qui passe de 2 500 FCFA à 7 500 FCFA par mois et par enfant ; et
- l'instauration d'une prime exceptionnelle de fin d'année représentant un tiers du salaire mensuel indiciaire de base du mois de décembre.

Ces mesures représentent annuellement un effort financier additionnel d'environ 227 milliards en faveur des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PND 2021-2025 et conformément à son objectif de transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation, le Gouvernement poursuit son action de renforcement des zones industrielles du pays à travers le démarrage des travaux de construction de la « Zone économique industrielle (ZEI) Arise Abidjan PK24 », d'un coût de plus de 107 milliards située à Akoupé-Zeudji PK24 (Anyama) en août 2022. Cette Zone économique industrielle, d'une superficie de 444 hectares, sera développée en deux phases de 24 mois chacune. Elle permettra de mettre à la disposition des opérateurs économiques des lots industriels, des espaces commerciaux et résidentiels, des équipements et bâtiments modernes conformes aux standards internationaux. La zone devrait héberger plus de 150 unités de transformations.

Par ailleurs, en vue de l'amélioration continue des conditions de vie des populations, l'exécution du deuxième Programme Social du Gouvernement (PS Gouv 2) se poursuit. A cet effet, au premier semestre 2022, 171,3 milliards ont été décaissés dans les secteurs « santé », « éducation », « électrification » et « eau potable », correspondant à un taux d'exécution de 39,3%. Les actions du PS Gouv 2 ont concerné : (i) l'intégration à la Fonction Publique des 10 300 enseignants recrutés dans le cadre du PS Gouv 1 ; (ii) la construction de 24 collèges de proximité ; (iii) l'accroissement de l'accès à l'électricité ; (iv) l'amélioration de l'accès aux poches de sang avec le plafonnement du prix à 3 000 FCFA; (v) la distribution de kits d'accouchement et de césarienne ; (vi) l'entretien des routes et pistes rurales ; (vii) la réhabilitation de 1 106 Pompes à motricité humaine (PMH) et (viii) la maintenance de 10 639 PMH.

Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le Gouvernement poursuit sa campagne de vaccination. En outre, l'Association Internationale de Développement (AID) a octroyé un financement de 46,9 milliards pour le renforcement du système national de santé face à la persistance de la pandémie du Covid-19. Au titre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) mis en place pour lutter contre les effets du Covid-19, 10,65 milliards de financements ont été accordés au premier semestre 2022 aux opérateurs économiques par l'intermédiaire des quatre fonds que sont : (i) le Fonds de Soutien aux Grandes Entreprises (FSGE) ; (ii) le Fonds de Soutien aux Petites et Moyennes Entreprises (FSPME) ; (iii) le Fonds de Soutien aux Acteurs du Secteur Informel (FASI) et (iv) le Fonds de Solidarité et de Soutien d'urgence humanitaire (FSS).

II.1. SECTEUR RÉEL

Au terme des sept premiers mois de l'année 2022, l'activité économique est caractérisée par une vitalité des secteurs secondaire et tertiaire. Dans le secteur primaire, l'agriculture d'exportation enregistre une évolution mitigée, tandis que les prévisions de production vivrière restent bien orientées.

II.1.a. Secteur primaire

Au terme des sept premiers mois de l'année 2022, le secteur primaire est marqué par une évolution mitigée de l'agriculture industrielle et d'exportation. En effet, les productions de noix de cajou (+6,1%), de café (+94,0% à fin juin 2022), de sucre (+20,7% à fin juin 2022) et de caoutchouc (+20,0% à fin juin 2022) progressent tandis que celles de banane dessert (-12,5%), de cacao fèves (-4,9% à fin juin 2022), de coton graine (-4,7%) et de régime de palme (-5,3% à fin juin 2022) baissent.

Tableau 1 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	7 mois 2021	7 mois 2022	Variation (%)
Cacao*	1 046 016,6	994 512,7	-4,9
Café*	46 327,5	89 878,3	94,0
Régime de palme *	1 750 723,0	1 658 082,0	-5,3
Caoutchouc naturel sec *	487 404,0	585 057,2	22,5
Anacarde	946 705,0	1 004 214,0	6,1
Banane dessert	295 135,0	258 309,9	-12,5
Coton graine	421 382,8	401 551,0	-4,7
Sucre	101 296,5	122 242,0	20,7

Sources : MEF/DGE, OPA, MEMINADER

* : données à fin juin

Concernant le **café**, la filière a bénéficié de l'entrée en production de la nouvelle variété "arabusta", qui est une combinaison des variétés "arabica" et "robusta" qui a boosté la production.

La production de **noix de cajou**, quant à elle, tire profit de l'amélioration du rendement en lien avec de bonnes pratiques agricoles. En outre, les quantités transformées ont atteint 207 729 tonnes, soit 21% de la production nationale commercialisée.

Concernant le secteur de **l'hévéa**, la production de **caoutchouc** tire profit de l'amélioration du rendement en lien avec de bonnes pratiques agricoles. La filière connaît une croissance dans la première transformation avec l'accroissement des capacités de transformation des usines installées et la mise en place de nouvelles usines soutenues par des avantages fiscaux accordés par l'Etat.

S'agissant la filière **sucrière**, la campagne 2021/2022 s'est achevée au mois de mai 2022, avec une production en augmentation de 3,6% pour se situer à 201 530 tonnes, par rapport à la campagne précédente. En effet, la maîtrise de la maladie de la mosaïque de la canne à sucre en début de campagne et la poursuite des programmes contractuels visant à augmenter les investissements pour accroître la productivité et la compétitivité des entreprises productrices ont permis à la filière de rebondir.

La contraction de la production de **coton graine** s'explique principalement par des conditions climatiques défavorables, en lien avec des pluies tardives qui ont retardé les semis et un prolongement des pluies au moment de l'ouverture des capsules. Ainsi, pour la campagne 2021-2022 qui s'est achevée le 31 mai 2022, la production ressort à 539 623 tonnes, en baisse de 3,5% comparativement à la campagne précédente.

La production de **régime de palme** subit le repli des rendements à l'hectare. Quant à la production de **cacao fèves**, elle pâtit des

pluies diluviennes enregistrées pendant la saison des pluies qui a débuté au mois de mai 2022 et qui a perturbé la récolte et le séchage des fèves, augmentant ainsi les risques de moisissures lors du stockage.

Dans l'ensemble, la forte hausse des prix des engrais et la raréfaction de l'offre, en lien avec la perturbation des exportations russes d'engrais, font peser des risques sur les rendements dans certaines filières de l'agriculture d'exportation et de la production vivrière. Toutefois, ces risques ont été en partie mitigés, grâce à l'utilisation des stocks au niveau intérieur et à la défiscalisation des intrants pour les petits producteurs.

Par ailleurs, le secteur primaire est confronté à une raréfaction de la main d'œuvre, en relation avec la fermeture des frontières terrestres et la réorientation de la main d'œuvre vers l'orpaillage clandestin.

II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire maintient la tendance favorable entamée depuis le début de l'année en lien avec le dynamisme de l'activité industrielle et la vigueur du BTP.

✓ *Bonnes performances de l'activité industrielle*

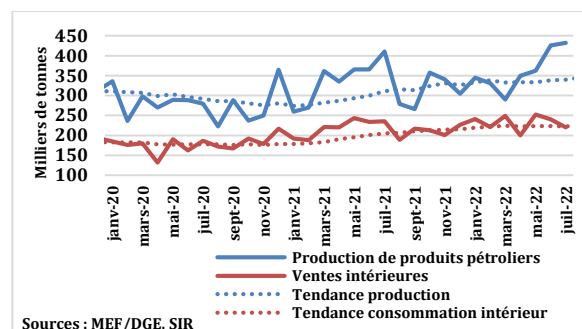
L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) connaît **au mois de juin 2022**, une progression de 12,4% en rythme annuel supérieur à la moyenne (+11,5%) des évolutions observées au cours des mois précédents de l'année en cours. Toutefois, une décélération est observée par rapport à la progression de 15,5% enregistrée au mois précédent, en raison du ralentissement de l'activité au niveau des « industries extractives » (+0,7% contre +8,6% au mois de mai 2022), des « industries manufacturières » (+13,5%

après +15,5% en mai 2022), et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+16,3% contre +22,2% en mai 2022) associé au fléchissement des « industries environnementales » (-0,5% contre +5,7%).

En effet, au niveau des « **industries extractives** », la progression en rythme annuel des divisions « extraction de minerais métalliques » (-1,1% contre +12,5% en mai), et « autres activités extractives » (+33,9% après +62,8% en mai) ralentit. En revanche, la division « extraction d'hydrocarbures » enregistre un redressement au mois de juin comparativement au mois précédent (+2,3% après -6,5% en mai). L'évolution au mois de juin en glissement annuel dans cette division reste toutefois en deçà de celles enregistrées lors des quatre premiers mois de l'année.

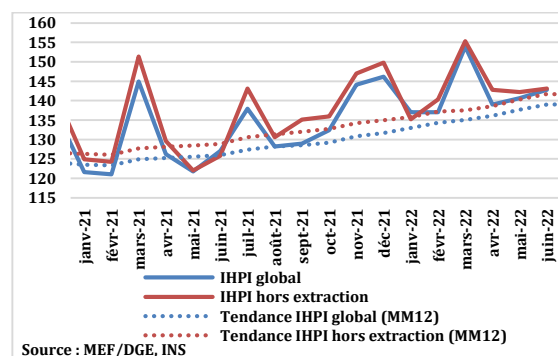
Dans les « **industries manufacturières** », le ralentissement observé provient essentiellement de celui des divisions « fabrication de produits alimentaires » (+26,0% après +51,5% en mai), « métallurgie » (+81,6% contre +87,0% en mai) « fabrication de meubles et matelas » (+12,1% contre +19,1% au mois de mai) « travail du caoutchouc et du plastique » (+5,3% après +7,0% en mai), et « autres industries manufacturières » (+12,4% contre +31,7% en mai). Cette tendance a été atténuée par l'accélération dans les divisions « raffinage pétrolier et cokéfaction » (+17,2% contre +0,0% en mai), et « activités de fabrication textile » (+42,1% contre +29,5% au mois de mai).

Graphique 3 : Production et vente de produits pétroliers



En moyenne sur le premier semestre 2022, l'activité industrielle augmente de 11,5% sous l'effet de l'accroissement de la production des « industries extractives » (+11,4%), des « industries manufacturières » (+11,2%), et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+7,7%), ainsi que du retrait des « industries environnementales » (-0,7%).

Graphique 4 : Indice de la production Industrielle

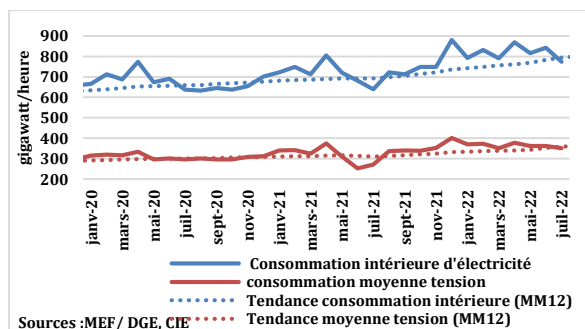


La vigueur de l'activité industrielle se serait maintenue au mois de juillet, au regard la progression de la consommation d'électricité de moyenne tension de 29,4% en rythme annuel.

Dans les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau », la production nette d'électricité progresse de 7,9% à fin juillet 2022, portée par la hausse combinée de la production de source thermique (+9,4%) et celle de source hydraulique (+2,6%). La production de source hydraulique, en baisse depuis le mois de novembre 2021, en rythme annuel, affiche une hausse depuis le mois d'avril

2022 grâce à une amélioration de la pluviométrie cette année.

Graphique 5 : Evolution de la consommation d'électricité



✓ Bonne tenue du BTP

Concernant le Bâtiment et Travaux Publics (BTP), l'indicateur avancé, enregistre une augmentation de 6,2% au mois de juin 2022, en rythme annuel, en net ralentissement comparé à l'accroissement moyen mensuelle de l'activité (+32,0%) au cours des trois (3) mois précédents.

Au total, sur le premier semestre 2022, l'indicateur avancé du BTP connaît une hausse de 22,1%. Cette évolution découle des effets combinés de la progression des consommations de « ciment » (+7,1%), de « bitume » (+32,7%), de « béton » (+45,4%), de « gravier » (+55,5%) et de « sable » (+27,9%) ainsi que de la baisse des consommations de « tôles et bacs » (-30,7%) et de « câbles et fils électriques » (-16,7%).

Le secteur du BTP est stimulé par l'accélération de l'exécution de nombreux chantiers d'infrastructures publiques notamment : (i) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, (iii) la construction du cinquième pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (iv) l'aménagement de la baie de Cocody, (v) le prolongement de l'autoroute du nord entre Yamoussoukro-Tiébissou-Bouaké, (vi) la

construction des échangeurs de l'Indénié, du carrefour Solibra, de N'Dotré et de la Gesco (vii) la construction et la réhabilitation des stades et des infrastructures devant accueillir la Coupe d'Afrique des Nations 2023, (viii) la réhabilitation des Tours C, D et E de la cité administrative, (ix) la réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro et (x) la réalisation de l'autoroute de contournement de la ville d'Abidjan (Y4).

II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est marqué par le dynamisme du commerce de détail, du transport et des activités des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

✓ Hausse continue des ventes dans le commerce de détail

Le commerce de détail maintient, au mois de juillet 2022, son dynamisme observé depuis le début de l'année, en rythme annuel. L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail s'accroît de 14,8%, après une augmentation de +8,7% le mois précédent. Il bénéficie de la bonne tenue des ventes dans les branches suivantes :

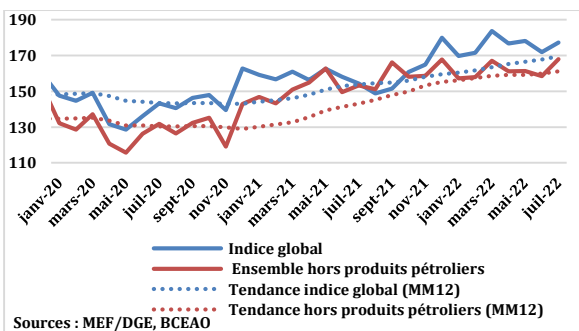
- l'ICA des ventes de produits pétroliers augmente de 22,9%, en lien, d'une part, avec le relèvement des prix à la pompe du carburant super (+19,5%) et d'autre part, avec la hausse des quantités vendues ;
- l'ICA des ventes de « produits de l'alimentation » s'accélère et progresse de 16,4% après une hausse de +7,3% le mois précédent ;
- l'ICA des ventes de « produits d'équipement du logement », progresse de 11,2% après +4,4% le mois précédent. Ce dynamisme provient des ventes de «

matériaux de construction, quincaillerie, peinture, verres et articles de verre » (+7,1%) et d'« ameublement, équipements et produits ménagers » (+35,5%) ;

- l'ICA des ventes de « produits pharmaceutiques et cosmétiques » augmente de 5,5% après un accroissement de 8,8% au mois de juin 2022, en relation avec la bonne tenue des ventes de « produits pharmaceutiques et médicaux » (+5,1%) et de la « parfumerie et produits de beauté » (+10,9%).

A l'inverse, l'ICA des ventes de « véhicules automobiles, motos et pièces détachées » se contracte de 3,5%, sous l'effet du repli des ventes de « véhicules neufs » (-2,2%), de « motos neufs » (-15,1%) et de « Pièces et accessoires de véhicules automobiles et motos neufs » (-0,1%).

Graphique 6 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Au terme des sept premiers mois de 2022 et par rapport à la période correspondante de 2021, l'ICA du commerce de détail progresse de 10,9%. Cette bonne performance est ressentie au niveau des ventes de « produits pétroliers » (+17,0%), de « produits de l'alimentation » (+11,6%), de « produits d'équipement du logement » (+6,2%), et de « véhicules automobiles, motos et pièces détachées » (+3,0%). Par contre, les ventes de « produits pharmaceutiques et cosmétiques » se contractent de 8,0%.

✓ Bonne dynamique dans le transport

La branche des activités de transport enregistre une évolution globalement favorable. Tous les types de transport sont en augmentation, à l'exception du ferroviaire.

Le **transport aérien** demeure bien orienté depuis le début de l'année mais enregistre une décélération depuis le mois de juin 2022.

Au mois **d'août 2022**, le nombre total de passagers ressort en hausse de 13,0%, en rythme annuel, en deçà de l'accroissement de 21,4% enregistré le mois précédent. Le ralentissement provient du nombre de passagers commerciaux (+12,4% après +22,0% en juillet 2022) tandis que le nombre de passagers en transit (+23,3% après +9,9% en juin 2022) s'est accéléré.

L'augmentation du nombre de passagers commerciaux de 12,4% provient de l'ensemble des destinations à l'exception du trafic national qui recule de 17,0%. Ainsi, le trafic avec la CEDEAO (+15,4%), le reste de l'Afrique (+36,1%), l'Europe (+4,0%) et le reste du monde (+5,4%) sont en hausse.

Malgré cette bonne performance, le nombre de passagers commerciaux demeure en deçà de son niveau d'avant Covid-19. En effet, comparativement au mois d'août 2019, il est en recul de 4,3%.

Sur les huit (8) premiers mois de l'année 2022, et comparativement à la même période de 2021, le nombre total de passagers progresse de 32,6% pour se situer à 1 338 443, grâce aux progressions du nombre de passagers commerciaux (+33,0%) et de celui des passagers en transit (+28,4%). De même, le fret aérien se bonifie de 24,8%.

Dans le **transport maritime**, le trafic global de marchandises se replie en glissement annuel **au mois de juin 2022** après avoir décéléré tout au long du second trimestre. En effet, il recule de 7,4% après les hausses de 2,8% et 6,1% enregistrées respectivement en mai et avril 2022 du fait de la contraction des activités dans les deux ports. Cette situation est imputable à la fois au niveau du trafic national (-12,0%) et du transbordement (-1,1%) en dépit du bond enregistré par les activités de transit (+101,3%).

Toutefois, **au terme du premier semestre 2022**, et comparativement à la période correspondante de 2021, le trafic global de marchandises par voie maritime enregistre une augmentation de 2,6%, portée aussi bien par le **port d'Abidjan** (+1,9%) que par le **port de San Pedro** (+5,8%).

Le **transport routier** augmente sur les sept premiers mois de l'année 2022, au regard de la progression de la consommation en volume des carburants « gasoil » et « super » de 7,3%.

En ce qui concerne le **transport ferroviaire**, il poursuit sa baisse observée depuis le début de l'année, en lien avec l'arrêt du trafic intérieur et la morosité des échanges avec le Burkina Faso. Le trafic intérieur basé sur le transport de manganèse pâtit de l'arrêt de la production dans la mine de Lagonkaha.

Ainsi, **au mois de juillet 2022**, le trafic global de marchandises recule de 14,0%, en rythme annuel, après une contraction de 16,6% enregistrée le mois précédent.

En cumul sur les **sept premiers mois** de l'année en cours et comparativement à la même période de 2021, le transport ferroviaire se contracte de 9,7% après avoir reculé de 9,1% au terme du premier semestre.

✓ *Poursuite du dynamisme des TIC*

Dans le secteur des télécommunications, tous les services conservent leur dynamisme.

Au mois de juillet 2022, le trafic voix maintient son rythme de progression soutenu à +8,7% en glissement annuel. Le trafic SMS et le trafic internet poursuivent également leur expansion et affichent des accroissements respectifs de 20,5% et 39,1%.

En cumul sur les sept (7) premiers mois de l'année en cours et comparativement à la période correspondante de 2021, le nombre d'abonnements ainsi que le chiffre d'affaires connaissent des hausses respectives de 12,4% et 4,5%. De même, l'ensemble des services de télécommunications à savoir le trafic voix (+8,7%), le trafic SMS (+7,4%) ainsi que le trafic internet (+44,9%) évoluent favorablement.

II.1.d. Prix

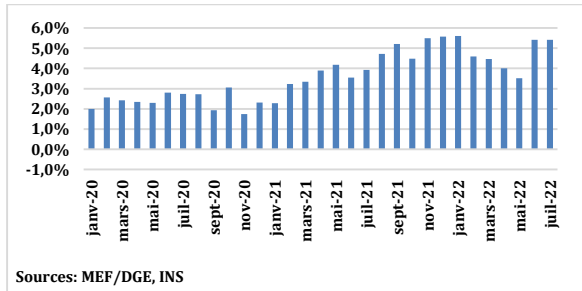
✓ *Progression de l'indice des prix à la consommation*

Au mois de juillet 2022, les pressions sur les prix intérieurs restent perceptibles. Cependant, le renforcement, depuis le mois de mars 2022, des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la cherté de la vie, limitent l'envolée de l'inflation.

Le rythme de progression de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), en glissement annuel, qui avait accéléré au mois de juin 2022 est resté stable à 5,4% au mois de juillet. Ce niveau d'inflation provient d'un léger ralentissement du renchérissement des prix des produits comestibles (+8,7% contre +9,5% en juin 2022) et d'un renforcement

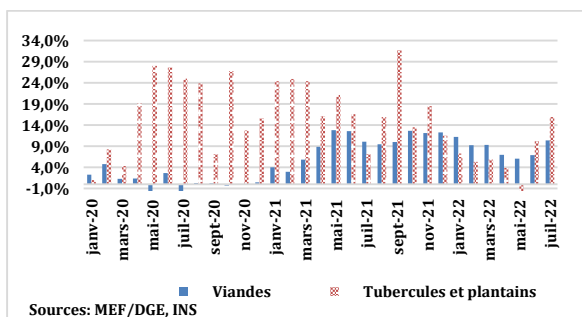
de la hausse de ceux des produits non comestibles (+3,8% après +3,3% en juin et +2,8% au mois de mai 2022).

Graphique 7 : Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



Dans la composante « produits comestibles », les groupes de produits enregistrant un ralentissement du rythme de progression des prix sont, notamment, les poissons (+6,3% contre +13,4% au mois de juin 2022), les « huiles et graisses » (+10,5% après +11,8% le mois précédent) et les « céréales non transformées » (+4,0% après +5,1% au mois de juin 2022). Par contre, une accélération est observée au niveau des prix des fruits (+25,4% après +11,5% au mois de juin 2022), des « tubercules et plantains » (+15,9% après +10,2% le mois précédent) ainsi que des viandes (+10,4% après +6,9% au mois de juin 2022).

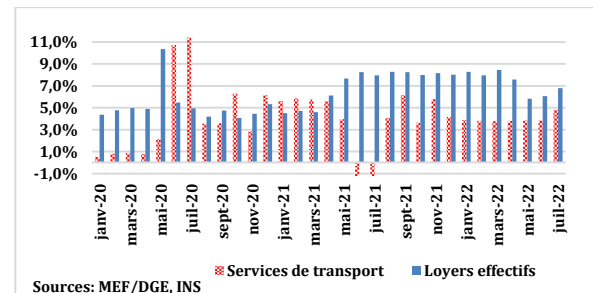
Graphique 8 ; Evolution des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel



Concernant, l'indice de la composante « produits non comestibles » de l'IHPC, l'accélération de son rythme d'accroissement est attribuable aux prix de « loyers effectifs » (+6,8% après +6,1% au mois de juin 2022), de « entretien et réparation des logements » (+11,1% après +10,0% au mois de juin), des dépenses

d'utilisation de véhicules (+11,4% comme au mois de juin), des services de transports (+4,8% après +3,8% au mois de juin 2022) et des « services de restauration » (+5,9% après +5,0% le mois précédent). Toutefois, certains produits et services tels que « articles d'habillement » (+2,0% après +2,5% au mois de juin 2022), « alimentation en eau et services divers liés au logement » (+2,4% après 2,5% le mois précédent), les « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+1,3% après +2,1% au mois de juin 2022) ainsi que les « soins corporels » (+2,7% après +6,0% le mois précédent) connaissent une décélération.

Graphique 9 : Evolution des prix de quelques services en glissement annuel



En moyenne, sur les sept premiers mois de 2022, l'IHPC augmente de 4,7% en glissement annuel, sous l'effet conjoint d'une forte hausse de 8,3% des prix des produits comestibles et d'une augmentation modérée de 2,9% des prix des produits non comestibles.

La progression des prix des produits comestibles est attribuable essentiellement aux prix des « huiles et graisses » (+10,1%), des « légumes frais » (+9,7%), des « viandes » (+8,5%), des « fruits » (+7,9%), des « poissons » (+6,9%), des « tubercules et plantains » (+6,3%) ainsi que des « céréales non transformées » (+6,0%).

En ce qui concerne les prix des produits non comestibles, l'accroissement des prix provient principalement du relèvement des prix des « loyers effectifs » (+7,3%), des « dépenses d'utilisation des véhicules »

(+6,8%), des « services de transport » (+4,0%), « des services de téléphonie et télécopie » (+1,1%) amoindri par le recul des prix des « produits, appareils et matériels médicaux » (-0,4%) et des « journaux, livres et articles de papeterie » (-0,1%).

✓ Hausse des prix de la production industrielle

Au mois de juin 2022, la progression en rythme annuel, de l'Indice de Prix de la Production industrielle (IPPI) ressort à 14,5%, supérieure à la hausse de 13,9% enregistrée le mois précédent. Cette accélération du rythme de progression des prix de la production dans l'industrie provient des industries extractives (+17,1% contre +16,9% en mai 2022) et manufacturières (+14,7% contre +14,1% en mai 2022). Dans les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » et les « industries environnementales », les prix de production restent constants.

Au niveau des « industries manufacturières », les prix de production renchérissent sous l'effet de ceux des « industries agroalimentaires » (+6,1%), des « industries du cuir, d'articles de voyage et de chaussures » (+5,0%), des « industries de transformation de produits pétroliers » (+79,3%), des « industries chimiques, pharmaceutiques, du caoutchouc et du plastique » (+9,0%), des « industries métalliques » (+1,2%), des « industries de matériaux minéraux » (+3,7%), des « industries textiles et d'habillement » (+4,6%), des « industries du papier et du carton, imprimerie et reproduction d'enregistrement » (+5,3%) et des « industries du bois » (+41,1%). Par contre, les prix de production des « industries électroniques, informatiques, électriques et

de machines » baissent de 0,4%.

En moyenne sur les **six premiers mois** de 2022, les prix de production industrielle augmentent de 14,6% en lien avec les hausses conjointes des prix de production des industries extractives (+18,1%) et manufacturières (+14,9%). En revanche, ceux des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » et des « industries environnementales », se maintiennent à leur niveau de 2021.

La tendance à la hausse des prix de la production industrielle devrait se poursuivre en lien avec la persistance de la guerre en Ukraine qui continue d'impacter les cours mondiaux des matières premières, notamment les produits énergétiques, et de certains produits intermédiaires.

II.1.e. Emplois

À fin juillet 2022, le nombre de salariés en emploi formel se situe à 1 262 409 contre 1 227 172 à fin décembre 2021, soit 35 237 emplois nets créés depuis le début de l'année. Le nombre d'emplois créés baisse de 30,4% par rapport à la période correspondante de 2021, qui avait enregistré une création nette de 50 659 emplois.

Dans le secteur privé, le nombre d'emplois nets créés s'élève à 23 704 contre 36 728 à la période correspondante de 2021. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont le commerce (32,3%), le BTP (24,8%) et le « transport aérien et terrestre » (10,6%). Dans le secteur public, le nombre d'emplois nets créés se situe à 11 533 contre 13 931 au terme des sept premiers mois de 2021.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

L'actualité économique a été marquée par de nouvelles mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère. Il s'agit des mesures annoncées le 06 août 2022, par le Président de la République S.E.M Alassane Ouattara pour l'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires, des agents de l'État, et des Forces de défense et de sécurité.

Au mois de juillet 2022, les recettes totales et dons se contractent de 3,6 milliards (-0,7%) alors que les dépenses totales et prêts nets augmentent de 171,0 milliards (+27,2%) comparés à leurs niveaux de juillet 2021. Par ailleurs, un montant de 839,3 milliards, constitué d'emprunts obligataires, d'obligations et de bons du trésor (dont les bons de trésorerie) a été mobilisé sur le marché sous régional dans le cadre des opérations de financement.

En cumul sur les sept premiers mois de 2022 et comparés à leurs niveaux de la période correspondante de 2021, les recettes totales et dons, ainsi que les dépenses totales et prêts nets augmentent respectivement de 8,0% et 12,3%. Ainsi, le solde budgétaire ressort déficitaire de 775,7 milliards, contre 554,8 milliards réalisé un an plus tôt.

Les évolutions détaillées, en cumul sur les sept (7) premiers mois de l'année 2022, sont présentées ci-dessous.

II.2.a. Recettes totales et dons

Les recettes totales et dons se situent à 3 779,0 milliards au terme des sept premiers mois de 2022, en augmentation de 279,0 milliards comparés à la même période de 2021. Cette évolution favorable provient essentiellement des recettes fiscales et des dons.

□ Recettes fiscales en hausse

Les recettes fiscales (y/c recettes affectées et parafiscalité) s'accroissent de 167,4 milliards (+5,6%) pour ressortir à 3 179,8 milliards. Cette embellie est portée essentiellement par une belle performance de la fiscalité intérieure (qui s'affiche à 1 811,8 milliards; +16,3%), notamment le BIC hors pétrole (+75,3 milliards), les impôts sur les revenus et salaires (+52,8 milliards), les impôts sur les revenus des capitaux mobiliers (+38,9 milliards) et la taxe sur la valeur ajoutée (+17,5 milliards). Cependant, un repli est observé au niveau de la fiscalité de porte (-109,1 milliards), en raison principalement de la baisse des taxes sur produits pétroliers (-239,4 milliards) et des droits et taxes à l'exportation (-11,5 milliards). La contraction des taxes sur produits pétroliers est liée aux efforts consentis par le Gouvernement pour contenir les tensions inflationnistes découlant du conflit russo-ukrainien tandis que la contreperformance observée au niveau des droits et taxes à l'exportation est en rapport à la fois avec le déficit de volume de noix de cajou à l'exportation (649,20 milliers de tonnes pour un objectif de 766,95 millions de tonnes) et la faiblesse des prix sur le cacao (1 145,76 F/Kg contre un objectif de 1 233,54 F/Kg).

□ Bon niveau de recouvrement des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales s'affichent à 484,5 milliards, en accroissement de 19,2 milliards par rapport à fin juillet 2021 grâce aux cotisations de sécurité sociale (+13,3 milliards) et aux recettes de services (+11,5 milliards) en lien avec le relèvement des nouvelles immatriculations de salariés à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).

❑ Forte hausse des dons

Le niveau des dons mobilisés se situe à 114,6 milliards contre 22,2 milliards sur les sept premiers mois de 2021, soit une hausse de 92,4 milliards, dont 91,2 milliards liés au Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 4 554,7 milliards à fin juillet 2022, en accroissement de 500,0 milliards (+12,3%) par rapport à la période correspondante de 2021. Cette évolution provient principalement des augmentations des dépenses d'investissement (+404,3 milliards ; +50,4%), des intérêts dus sur la dette publique (+153,8 milliards ; +36,2%) et des dépenses de fonctionnement (+93,4 milliards ; +12,7%).

Les dépenses d'investissement sont impactées par l'accélération, entre autres, des travaux de construction des infrastructures sportives pour la CAN 2023 ainsi que de l'exécution des projets de construction, de réhabilitation et d'équipement des universités et infrastructures scolaires.

La hausse des intérêts dus sur la dette publique est liée aux intérêts sur la dette extérieure, notamment le paiement de 59,6 milliards d'intérêts sur les Eurobonds contractés en 2020 d'une part, et par des paiements plus conséquents des intérêts sur la dette des valeurs mobilières (+49,6 milliards) au niveau de la dette intérieure d'autre part.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement s'explique, quant à elle, par les mesures d'atténuation des effets des crises sous-régionales et de la guerre en Ukraine sur l'économie. Ces mesures qui

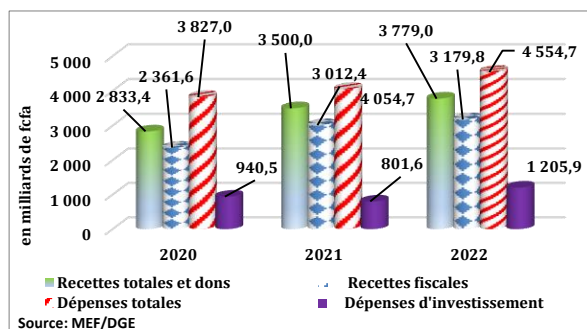
visent à contenir le renchérissement des prix à la consommation concernent le soutien aux secteurs de l'électricité, de la boulangerie et du transport.

Cependant, cette progression des dépenses totales et prêts nets est amoindrie par les reculs des subventions et autres transferts ainsi que des dépenses de sécurité respectivement de 115,0 milliards (-21,5%) et 75,7 milliards (-62,0%). La baisse des subventions et autres transferts est attribuable à la réduction des dépenses de soutien à l'économie exécutées dans le cadre de la lutte contre l'impact de la pandémie à coronavirus. Celle des dépenses de sécurité traduit un retour à la tendance normale après les fortes dépenses exécutées en 2021, dans le cadre du renforcement du dispositif sécuritaire pour la sécurisation des élections législatives tenues dans le courant du premier semestre 2021 et la lutte contre les menaces djihadistes en accentuation dans le nord du pays.

II.2.c. Financement

Le Gouvernement a eu recours aux marchés monétaires et financiers pour un montant total de 2 668,9 milliards afin de financer le déficit de 775,7 milliards du solde budgétaire à fin juillet 2022 et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance. Ces émissions comprennent 611,0 milliards de bons du trésor (dont 451,7 milliards de bons de trésorerie), 1 056,8 milliards d'emprunts obligataires (dont 113,3 milliards au titre de conversion de titres publics) et 599,6 milliards d'obligations du trésor.

Graphique 10 : Évolution des principaux agrégats des finances publiques à fin juillet



II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR

La situation du commerce extérieur hors biens exceptionnels est marquée par une accélération des prix à l'importation (+30,6% contre 28,6% le mois précédent) et un ralentissement des prix à l'exportation (15,9% contre 17,2% le mois précédent).

Dans un contexte, le commerce extérieur hors biens exceptionnels de la Côte d'Ivoire, à fin août 2022, enregistre une hausse en valeur des exportations et des importations respectivement de 23,4% et 43,7%, en glissement annuel après des progressions de 37,8% et 25,1% à fin juillet. Il ressort de ces évolutions un déficit commercial hors biens exceptionnels de 117,0 milliards contre un excédent commercial de 694,3 milliards à la même période de l'année passée. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 11,2% sous l'effet de la hausse des prix à l'exportation plus faible que celle des prix à l'importation.

II.3.a. Exportations

- ✓ ***Hausse des exportations en valeur tirée principalement par les produits transformés et les produits miniers***

Les exportations sont soutenues par les ventes en valeur des produits primaires (+5,8%), des produits transformés (+44,8%) et des produits miniers (+33,6%). Les produits qui tiennent cette bonne orientation sont essentiellement le

caoutchouc naturel (+40,4%), le coton masse (+35,1%), les céréales (+914,8%), le café vert (+108,5%), les produits pétroliers autre que le pétrole brut (+91,8%), l'huile de palme (+92,1%), le cacao transformé (+14,1%), l'or brut (+29,5%), le pétrole brut (+43,7%) et le manganèse (+40,7%). En revanche, concernant spécifiquement le cacao fèves, les exportations en valeur baissent de 9,4% en lien principalement avec le repli du volume de 6,9%.

Dans l'ensemble, les exportations bénéficient de l'augmentation des cours des matières premières comparés à leurs niveaux de la période correspondante de 2021.

II.3.b. Importations

- ✓ ***Dynamisme des importations en valeur, porté essentiellement par les achats de biens de consommation et de biens intermédiaires***

Les importations en valeur bénéficient de l'accroissement des achats de biens de consommation (+52,5%), de biens intermédiaires (+41,0%) et de biens d'équipement (+24,3%). De façon spécifique, elles tirent avantage des achats de « produits pétroliers autre que le pétrole brut » (+244,4%), de « matières plastiques et ouvrage en ces matières » (+53,3%), de riz (+53,0%), de « blé tendre » (+49,4%), de pétrole brut (+52,2%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (+39,1%), de produits chimiques (+72,0%), de papiers et cartons (+46,6%), de machine électrique (+24,2%) et de « matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme » (+21,1%).

Cette évolution à la hausse des importations est en grande partie imputable à la flambée des prix sur le marché international de l'Énergie ainsi que de certains produits

alimentaires et intermédiaires, comparativement à leurs niveaux moyens sur les huit (8) premiers mois de l'année 2021. Cette situation s'est ressentie notamment sur les prix à l'importation du blé tendre (+49,7%), de la farine (+52,7%), du riz (+12,8%), des poissons frais (+16,6%), du pétrole brut (+54,8%), de l'engrais (+124,3%), des produits chimiques (+47,8%), du clinker (+48,2%) et du « fer, fonte, acier et ouvrage en ces métaux » (+45,9%).

II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

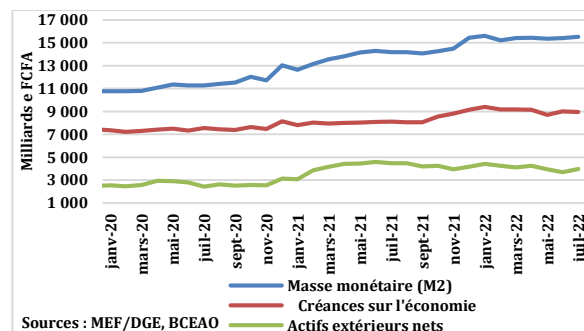
La politique monétaire est marquée par la décision du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO de relever de 25 points de base, à compter du 16 juin 2022, les niveaux de ses taux directeurs en vigueur depuis le 24 juin 2020. Cette décision vise à limiter le renchérissement des prix à la consommation.

Cependant, à fin juillet 2022, la progression de la masse monétaire au sens large, en rythme annuel, s'accélère et ressort à 9,5% contre +8,0% à fin juin 2022. Cette dynamique s'explique par la nette atténuation de la contraction des actifs extérieurs nets (-11,5% contre -20,0% à fin juin 2022). En ce qui concerne les créances nettes sur l'administration centrale (+28,6% contre +34,5% à fin juin 2022) et les créances sur l'économie (+10,4% contre +11,3% à fin juin 2022), leur rythme d'accroissement ralentit, conformément à l'objectif du resserrement de la politique monétaire

La baisse des actifs extérieurs nets est en relation avec l'érosion de l'excédent du solde commercial à fin juillet 2022 (-54,4%)

et l'accroissement du service de la dette extérieure

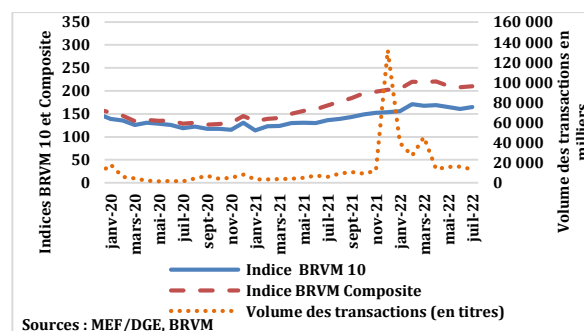
Graphique 11 ; Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties



II.4.b. Marché boursier

Les principaux indices du marché boursier de l'UEMOA enregistrent, au mois de juillet 2022 et en variation mensuelle, une hausse après avoir enregistré des baisses consécutives en mai et juin 2022. Ainsi, l'indice BRVM Composite augmente de 1,1% après des baisses consécutives de 1,4% et 4,3% respectivement aux mois de juin et mai 2022. Concernant l'indice BRVM 10, l'indice des dix valeurs les plus actives sur la place boursière, il se redresse également de 2,7%, après des replis de 2,6% et 2,4% aux mois de juin et mai 2022 respectivement.

Graphique 12 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA

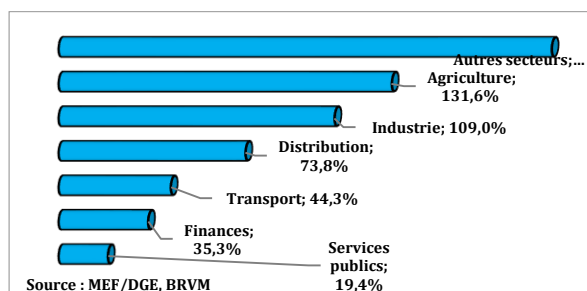


Les transactions en valeur augmentent de 14,6% et le taux de rendement moyen du marché des actions s'améliore pour se fixer à 6,77%, après s'être situé à 6,27% au mois de juin 2022. Par ailleurs, le marché des actions est caractérisé au mois de juillet

2022 par un PER² moyen de 8,23 contre 8,34 au mois de juin 2022. Cette évolution traduit un regain d'activité sur ce segment du marché.

En moyenne **sur les sept (7) premiers mois** de l'année en cours, les indices BRVM 10 et BRVM Composite, affichent des hausses respectives de 29,9% et 42,3% comparativement à la même période de 2021. Ce dynamisme est porté par l'ensemble des secteurs d'activités notamment l'agriculture (+131,6%), l'industrie (+109,0%) ainsi que la distribution (+73,8%) qui enregistrent les accroissements les plus significatifs. En ce qui concerne la valeur des transactions, elle augmente de 21,3%.

Graphique 13 : Évolution des indices moyens boursiers sectoriels sur les sept premiers mois de 2022, en glissement annuel



CONCLUSION

L'économie ivoirienne reste portée par le dynamisme des secteurs tertiaire et secondaire, dans un environnement économique qui bénéficie, d'une part, de la poursuite de l'exécution du PND 2021-2025 et, d'autre part, des différentes mesures mises en œuvre pour contenir l'accélération de l'inflation liée notamment à la guerre en Ukraine et à l'accentuation de l'insécurité dans les pays sahéliens.

En ce qui concerne le secteur primaire, il enregistre une évolution morose de l'agriculture d'exportation tandis que les

perspectives restent globalement orientées à la hausse dans l'agriculture vivrière.

Les prix à la consommation et ceux à la production industrielle restent confrontés à des pressions à la hausse. Toutefois, comparativement au reste du monde, l'envolée des prix reste relativement contenue, grâce aux mesures mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

Les échanges extérieurs enregistrent une accentuation de la dégradation des termes de l'échange qui induit un solde commercial déficitaire au terme des huit premiers mois de l'année 2022.

L'exécution budgétaire est, quant à elle, marquée par une accentuation du déficit budgétaire en relation notamment avec le coût des mesures de lutte contre la vie chère et l'accélération des dépenses d'investissements publics.

Au niveau monétaire et financier, l'euro continue de se déprécier face au dollar américain au mois d'août 2022, et par ricochet le FCFA, contribuant ainsi au renchérissement des prix à l'importation et induit un accroissement du coût en franc CFA du service de la dette extérieure libellée en dollar américain.

Sur le reste de l'année 2022, l'activité économique bénéficierait de l'exécution continue du PND 2021-2025. Toutefois, des risques baissiers existent, en relation avec un ralentissement de l'économie mondiale qui découlerait du resserrement des politiques monétaires observé dans la plupart des principales banques centrales ainsi que du durcissement des conditions de financement des Etats sur les marchés internationaux.

² PER = Prix des actions / Dividende

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	Jan.-22	Fév.-22	Mars.-22	Avril.-22	Mai.-22	Juin.-22	Juil.-22	Août.-22	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	57,8%	55,4%	79,2%	61,9%	65,1%	66,7%	49,0%		62,1%
Cours du cacao	3,2%	6,0%	-0,1%	3,7%	-1,9%	-1,9%	-3,8%		0,8%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-7,0%	-6,2%	-7,4%	-9,7%	-12,9%	-12,3%	-13,9%	-14,0%	-10,4%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)			-10,4%			10,6%			nc
Café (données trimestrielles)			21593,1%			98,4%			nc
Coton	-6,6%	-3,0%	7,7%	-14,9%	-55,6%				-4,7%
Anacarde		7,8%	-8,1%	19,2%	15,4%	22,5%	-6,3%		6,1%
Secondaire									
IHPI global	12,7%	13,2%	6,2%	10,1%	15,5%	12,4%	nd		nc
IHPI hors extraction	8,2%	13,0%	2,6%	10,2%	16,5%	13,7%	nd		nc
Industrie manufacturière	9,6%	15,5%	3,5%	11,4%	15,5%	13,5%	nd		nc
Electricité, gaz	3,6%	2,9%	-1,7%	5,4%	22,2%	16,3%	nd		nc
BTP	28,2%	7,1%	21,1%	39,8%	35,3%	6,2%	nd		nc
Production d'électricité	3,3%	3,0%	-2,4%	6,0%	25,1%	19,2%	5,5%		7,9%
Production de produits pétroliers	32,8%	22,6%	-19,8%	4,4%	-0,9%	16,7%	5,3%		7,1%
Pétrole brut	8,3%	12,9%	113,6%	5,4%	-11,4%	-2,1%	nd		nc
Gaz naturel	24,2%	26,1%	9,7%	7,1%	-2,2%	6,5%	nd		nc
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	6,7%	9,5%	14,1%	13,0%	9,5%	8,7%	14,8%		10,9%
Trafic global maritime	2,0%	6,4%	5,6%	6,1%	2,8%	-7,4%	nd		nc
Passagers commerciaux aérien	24,0%	50,4%	60,2%	36,8%	56,3%	32,0%	22,0%	12,4%	33,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-12,7%	-5,4%	-0,3%	-8,2%	-11,6%	-16,6%	-14,0%		-9,7%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	-3,8%	0,3%	-16,7%	13,9%	15,6%	56,5%	-10,5%	2,1%	4,7%
Importation en quantité	50,5%	-3,1%	-8,2%	27,7%	-18,3%	12,0%	-44,4%	41,6%	0,2%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	11,3%	16,2%	8,1%	15,7%	61,2%	57,6%	27,4%	10,0%	23,4%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	100,0%	33,4%	41,4%	64,4%	21,7%	56,4%	-10,2%	84,0%	43,7%
Solde commercial (en milliards CFA)	11,73	183,42	153,21	2,92	-25,39	-59,11	44,11	-427,85	-116,96
Financement									
Masse Monétaire (M2)	23,4%	15,7%	13,8%	11,8%	8,5%	8,0%	9,5%		9,5%
Actifs Extérieurs Nets	44,2%	10,6%	-1,3%	-3,7%	-11,5%	-20,0%	-11,5%		-11,5%
Créances intérieures	21,0%	20,3%	20,2%	20,4%	17,8%	19,1%	16,5%		17,8%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	22,1%	33,1%	29,9%	33,2%	36,6%	34,5%	28,6%		28,6%
Créances sur l'économie	20,5%	14,6%	15,5%	14,3%	8,4%	11,3%	10,4%		10,4%
BRVM composite	52,6%	58,4%	55,8%	46,5%	34,8%	29,7%	24,8%		42,3%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	5,5%	7,0%	25,3%	14,3%	-5,5%	8,5%	-0,7%		8,0%
Dépenses totales & Prêts nets	38,3%	14,8%	11,0%	17,9%	-0,8%	-10,0%	27,2%		12,3%
Investissement public	40,6%	207,3%	15,5%	134,7%	0,3%	-52,2%	125,8%		50,4%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	41,92	-47,57	-171,59	-229,71	-80,81	7,11	-295,10		-775,7
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	5,6%	4,6%	4,5%	4,0%	3,5%	5,4%	5,4%		4,7%
Indice des biens alimentaires	11,5%	8,5%	8,1%	7,2%	5,0%	9,5%	8,7%		8,3%
IHPC hors biens alimentaires	2,8%	2,7%	2,7%	2,4%	2,8%	3,3%	3,8%		2,9%
Emploi									
Salariés secteur formel	7,2%	7,1%	6,7%	7,2%	7,8%	7,5%	5,9%		5,9%
Salariés secteur formel privé	7,7%	7,5%	7,6%	7,7%	8,5%	8,0%	6,3%		6,3%

Source : MEF/DGE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

**DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES
ÉCONOMIQUES**

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage
04 BP 650 Abidjan 04 - Tél. (00225) 27 20 20 09 58 / 27 20 20 09 24 / 27 20 20 09 25
Email: sdc.dppse@dge.gouv.ci

Version du 15 septembre 2022